



CONSEIL DE
L'UNION EUROPEENNE

Bruxelles, le 28 septembre 2004

12798/04

PUBLIC 7

NOTE

Objet : RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL
JUILLET/AOÛT 2004

Le présent document contient :

- à l'**Annexe I**, un relevé des actes législatifs définitifs adoptés par le Conseil en juillet 2004. Ce relevé est accompagné, à l'**Annexe II**, des déclarations au procès-verbal accessibles au public. Il mentionne également les éventuels votes contraires et abstentions, les explications de vote, ainsi que les règles de vote.
- à l'**Annexe III**, un relevé des autres actes ¹ adoptés par le Conseil en juillet/août 2004, avec mention, le cas échéant, des résultats de vote, des explications de vote et des déclarations que le Conseil a décidé de rendre public.

Le présent document est également accessible via Internet adresse: ("<http://ue.eu.int>"), Rubrique "Transparence", "Relevé des actes du Conseil".

Il est à noter que seuls les procès-verbaux relatifs à l'adoption définitive des actes législatifs font foi. Les extraits des procès-verbaux en question peuvent être obtenus auprès du service Transparence adresse: ("transparency@consilium.eu.int").

¹ A l'exception de certains actes de portée limitée tels que décisions de procédure, nominations, décisions d'organes établis par des accords internationaux, décisions budgétaires ponctuelles, etc.

JUILLET 2004			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
2594ème Conseil Affaires économiques et financières le 5 juillet 2004 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1255/96 portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits industriels, agricoles et de la pêche	10050/04		Majorité qualifiée
2596ème Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures le 12 juillet 2004 Règlement du Conseil sur les structures de gestion des programmes européens de radionavigation par satellite	10508/04 + COR 1 (pl) + COR 2 (lt) + REV 1 (hu)	142/04, 143/04, 144/04, 145/04	Unanimité
2599ème Conseil Agriculture et Pêche le 19 juillet 2004 Décision du Conseil définissant l'approche générale de la redistribution des ressources prévue par le règlement (CE) n° 1268/1999 relatif à une aide communautaire à des mesures de préadhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe centrale et orientale, au cours de la période de préadhésion	10319/04		Majorité qualifiée

JUILLET 2004			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
Décision du Conseil instituant des conseils consultatifs régionaux dans le cadre de la politique commune de la pêche	10825/04 + COR 1 (fi) + COR 2 (fr) + REV 1 (lt)	146/04, 147/04	Majorité qualifiée
Règlement du Conseil fixant le niveau maximal annuel d'effort de pêche pour certaines zones de pêche et pêcheries	10785/04 + REV 1 (lt)	148/04, 149/04, 150/04	Majorité qualifiée
Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2792/1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche	10549/04	151/04, 152/04, 153/04, 154/04	Majorité qualifiée
Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2505/96 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels	10953/04 + COR 1 (pt) + COR 2 (sv) + REV 1 (lt)		Majorité qualifiée
Décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision 2000/819/CE du Conseil relative à un programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME) (2001-2005)	PE-CONS 3675/2/04 REV 2		Majorité qualifiée

JUILLET 2004			
ACTES LEGISLATIFS DEFINITIFS	TEXTES ADOPTES	DECLARATIONS	VOTES/EXPLICATIONS DE VOTE ET REGLES DE VOTE
2600ème Conseil Justice et Affaires intérieures le 19 juillet 2004 Décision du Conseil relative à la date d'application de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts	10885/04 + COR 1 (de) + COR 2 (fi)		Unanimité
2602ème Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures le 26 juillet 2004 Décision du Conseil modifiant la décision 2000/820/JAI portant création du Collège européen de Police (CEPOL)	11073/04		Unanimité
Décision du Conseil modifiant la décision 2000/820/JAI portant création du Collège européen de Police (CEPOL)	11075/04		Unanimité
Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1655/2000 concernant un instrument financier pour l'environnement (LIFE)	PE-CONS 3672/04	155/04	Abstention ES, IT, EL, PL Contre PT Majorité qualifiée

DECLARATION 142/04**Déclaration de la Commission concernant l'article 5, paragraphe 2 - composition du Conseil d'administration de l'autorité de surveillance du GNSS européen**

"La Commission rappelle que, conformément à sa communication de décembre 2002 intitulée: "L'encadrement des agences européennes de régulation", sa proposition de règlement du Conseil sur les structures de gestion du programme européen de radionavigation par satellite prévoit une autorité de surveillance dotée d'un conseil d'administration composé de six membres désignés par la Commission et de six membres désignés par le Conseil. La Commission estime, en accord avec la résolution du Parlement européen du 13 janvier 2004 sur la communication susmentionnée, qu'un conseil d'administration de taille limitée comprenant des membres désignés par les exécutifs de la Communauté garantirait un meilleur fonctionnement de l'autorité de surveillance dans une Union élargie.

À cet égard, la Commission attend avec intérêt la réaction du Conseil à sa communication relative à l'encadrement des agences européennes de régulation. La Commission confirme qu'elle a l'intention de présenter, en temps opportun, une proposition concernant l'encadrement des agences européennes de régulation, qui couvrira notamment la composition et la taille du conseil d'administration."

DECLARATION 143/04

Déclaration de la délégation allemande concernant l'article 15 - privilèges et immunités

"La République fédérale d'Allemagne réaffirme, bien qu'elle approuve le règlement sur les structures de gestion des programmes européens de radionavigation par satellite, qu'il conviendrait de prévoir la possibilité d'appliquer une réserve de progressivité aux rémunérations non imposables dans l'État du siège perçues par le personnel de l'Autorité de surveillance et de taxer les pensions de retraite et autres prestations similaires. C'est pourquoi l'Allemagne souhaite rappeler une nouvelle fois la proposition, faite par la présidence lors de la 1931^{ème} réunion du Coreper (2^{ème} partie), le 13 septembre 2001, d'engager une discussion générale sur l'octroi de privilèges et d'immunités dans l'UE. L'Allemagne a encore soulevé la question de cette discussion lors de la 1990^{ème} réunion du Coreper (2^{ème} partie), le 18 décembre 2002, et à l'occasion de la 2000^{ème} réunion du Coreper (1^{ère} partie), les 12 et 13 décembre 2003. Aussi longtemps qu'un tel examen critique de l'octroi de privilèges et d'immunités n'aura pas eu lieu, l'Allemagne s'efforcera désormais d'obtenir que des privilèges et des immunités (notamment des privilèges fiscaux et des exemptions de la fiscalité nationale) ne soient accordés que dans la mesure où la progression de l'intégration des États membres dans l'UE l'exige impérativement."

DECLARATION 144/04

Déclaration de la délégation française concernant l'article 15 - Privilèges et immunités - et l'article 16 - Personnel

"La France accepte en raison de la priorité politique du projet GALILEO de lever sa réserve sur les articles 15 et 16 relatifs aux privilèges et immunités accordés à l'Autorité de surveillance et à son personnel. Elle rappelle qu'elle a demandé à plusieurs reprises à la Commission d'ouvrir un débat général sur le bien-fondé de l'extension systématique du protocole sur les privilèges des Communautés européennes aux organes déconcentrés et à leurs agents. La France a noté avec satisfaction que, sur son insistance, cette institution s'est engagée lors de l'examen de la proposition de règlement sur l'Agence européenne des frontières, le 18 mars 2004, à organiser un tel débat dans un délai raisonnable. Elle attache une grande importance à la mise en œuvre de cet engagement."

DECLARATION 145/04

Déclaration unilatérale de la délégation portugaise et de la délégation du Royaume-Uni concernant la participation des pays tiers

"La délégation portugaise et la délégation du Royaume-Uni notent que la participation des pays tiers aux travaux de l'Autorité sera régie par de nouveaux accords qui doivent être négociés par la Commission et qui seront soumis au Conseil pour approbation.

Tout en reconnaissant pleinement les avantages d'une telle participation, la délégation portugaise et la délégation du Royaume-Uni rappellent qu'il importe de protéger les intérêts de l'Union et des États membres en ce qui concerne la sécurité et l'intégrité de Galileo et invitent la Commission à garantir que ces intérêts soient pleinement respectés dans les arrangements qui doivent être élaborés au titre de l'article 19, paragraphe 2."

DECLARATION 146/04

Déclaration de la Commission

"Ad article 1, paragraphe 1

La Commission confirme qu'elle interprète le concept d'intérêt en matière de pêche tel qu'il avait été défini à l'occasion de l'adoption du règlement (CE) N° 2371/2002 du Conseil (déclaration n° 26)."

DECLARATION 147/04

Déclaration conjointe du Conseil et de la Commission

"Ad article 5, paragraphe 4

Le Conseil et la Commission prendront, le cas échéant, les mesures appropriées pour faire en sorte que les "autres intérêts" du secteur de la pêche, en dehors du sous-secteur de la capture, soient représentés de manière adéquate au sein du comité exécutif."

DECLARATION 148/04

Déclaration de la Commission sur l'évaluation de l'effort de pêche

"La Commission confirme que l'effort de pêche alloué à chaque État membre comme précisé dans les annexes I et II correspond aux niveaux moyens de l'effort de pêche déployé dans ces zones qui a été déclaré par les États membres pendant la période de référence 1998-2002. Ces données ont été évaluées par la Commission en étroite collaboration avec les États membres."

DECLARATION 149/04

Déclaration de la Commission sur les espèces d'eau profonde

"La Commission examinera les demandes des États membres concernant les espèces d'eau profonde, y compris les prises accessoires, à la lumière des dispositions du règlement (CE) n° 2347/2002 établissant des conditions spécifiques d'accès aux pêcheries des stocks d'eau profonde et fixant les exigences y afférentes.

Les dispositions actuelles du présent règlement n'excluent pas la possibilité de garder certaines prises accessoires à bord."

DECLARATION 150/04

Déclaration du Royaume d'Espagne concernant l'adoption du règlement du Conseil fixant le niveau maximal annuel d'effort de pêche pour certaines zones de pêche et pêcheries

"Le Royaume d'Espagne fait observer qu'il a introduit un recours en annulation devant la Cour de justice des Communautés européennes contre le règlement (CE) n° 1954/2003 du Conseil concernant la gestion de l'effort de pêche concernant certaines zones et ressources de pêche communautaires, modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 et abrogeant les règlements (CE) n° 685/95 et (CE) n° 2027/95 (affaire C-36/04).

La proposition approuvée aujourd'hui étant en fait une mesure destinée à mettre en œuvre le règlement (CE) n° 1954/2003, le Royaume d'Espagne estime que, si l'arrêt rendu par la Cour de justice des Communautés européennes devait avoir pour conséquence l'annulation dudit règlement, le Conseil serait contraint en outre, de ce fait, à ne pas appliquer le règlement fixant le niveau maximal annuel d'effort de pêche pour certaines zones de pêche et pêcheries et à arrêter une nouvelle réglementation en matière d'effort de pêche dans les eaux occidentales."

DECLARATION 151/04

Déclaration de la Commission

"La Commission déclare qu'il incombe à l'autorité de gestion nationale compétente de vérifier que les projets financés au titre de l'IFOP relèvent des priorités mentionnées au point 2.2. e) de l'annexe III."

DECLARATION 152/04

Déclaration de la Commission concernant les priorités liées à l'aquaculture dans les programmes de l'IFOP

"La Commission déclare que l'élevage en cage au large et la construction de nouvelles piscicultures extensives sont inclus dans la priorité énoncée au point i) "développement de techniques réduisant substantiellement l'impact environnemental."

DECLARATION 153/04

Déclaration de la Commission concernant les navires de pêche

"La Commission souhaite préciser que les termes "exploitation commerciale" utilisés dans la définition de "navire de pêche" à l'article 3, point c), du règlement (CE) n° 2371/2002 visent l'exploitation commerciale de ressources aquatiques marines vivantes disponibles et accessibles, y compris les espèces anadromes et catadromes pendant leur vie marine et excluent, bien entendu, l'aquaculture qui, selon la définition figurant au point 2.2.a) de l'annexe III du règlement (CE) n° 2792/1999, est l'élevage ou la culture d'organismes aquatiques mettant en œuvre des techniques visant à augmenter, au-delà des capacités naturelles du milieu, la production des organismes en question; ceux-ci demeurent, tout au long de leur phase d'élevage ou de culture, et jusqu'à leur récolte incluse, la propriété d'une personne physique ou morale."

DECLARATION 154/04

Déclaration de la délégation espagnole

"La délégation espagnole juge positif le fait que les installations de conchyiculture aient la possibilité d'obtenir une compensation financière en cas de contamination continue ou en période de forte production.

Néanmoins, la délégation espagnole estime qu'il y a d'autres secteurs qui sont très liés à cette activité, comme les entreprises chargées du nettoyage des coquillages, lesquelles peuvent être également affectées par les mêmes phénomènes, sans pouvoir exercer d'autre activité. Elles devraient donc également pouvoir entrer en ligne de compte pour de semblables compensations financières.

La délégation espagnole demande à la Commission, dans le cadre de sa future proposition de règlement sur les fonds structurels "pêche" pour la période 2007-2013, d'étudier la situation de ces entreprises et d'envisager pour elles un traitement analogue à celui dont bénéficie la conchyiculture."

DECLARATION 155/04

"Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Pologne, Chypre et la République tchèque

reconnaissent qu'il est important de prolonger LIFE de deux ans étant donné qu'il s'agit du seul instrument financier de l'UE spécifiquement consacré à l'environnement et à la conservation de la nature. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Pologne, Chypre et la République tchèque estiment toutefois que le fait de n'allouer que 317,2 millions d'euros pour la période 2005–2006, ce qui revient à réduire sensiblement l'enveloppe financière annuelle par rapport aux étapes précédentes de LIFE, compte tenu également de l'élargissement de l'UE, mettra gravement en péril les résultats du programme et les efforts déployés par les États membres pour mettre en œuvre le réseau Natura 2000. Les parties prenantes dans leur ensemble auront encore plus de mal à comprendre que la Communauté tout en poursuivant résolument la mise en place du réseau Natura 2000, réduise dans le même temps le budget déjà modeste alloué aux projets dans ce domaine.

La réussite de cet instrument financier dépend de notre capacité à le rendre plus proche des citoyens, ce qui passe nécessairement par une participation accrue des États membres et non l'inverse. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Pologne et Chypre, compte tenu de l'expérience en ce qui concerne les procédures de comité existantes, ne peuvent se rallier au choix du comité de gestion. Cette décision est sans préjudice de la procédure de comité à retenir pour toute autre législation dans le domaine de l'environnement.

Pour les motifs exposés ci-dessus, le Portugal n'est pas en mesure d'approuver le règlement LIFE dans sa forme actuelle.

Compte tenu des raisons susmentionnées, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et la Pologne ont décidé de s'abstenir.

Chypre et la République tchèque se sont efforcées d'améliorer le règlement LIFE dans le sens exposé dans la présente déclaration. Chypre et la République tchèque ont cependant décidé de voter en faveur du règlement car il comporte de nombreux éléments positifs."

JUILLET/AOÛT 2004	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
2594ème Conseil Affaires économiques et financières le 5 juillet 2004	
Actualisation pour 2004 des grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté (période 2003-2005) Doc. 10676/04	
Décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la Suisse relatif à la participation de la Suisse à la mission de police de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (EUPOL Proxima) Doc. 10636/04	
Décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume de Norvège relatif à la participation du Royaume de Norvège à la mission de police de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (EUPOL Proxima) Doc. 10638/04	
Décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Ukraine relatif à la participation de l'Ukraine à la mission de police de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (EUPOL Proxima) Doc. 10637/04	
Recommandation du Conseil à la République tchèque visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11215/04	
Recommandation du Conseil à Chypre visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11217/04	
Recommandation du Conseil à la Hongrie visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11218/04	

JUILLET/AOÛT 2004

AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Recommandation du Conseil à Malte visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11219/04	
Recommandation du Conseil à la Pologne visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11220/04	
Recommandation du Conseil à la Slovaquie visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11221/01	
Recommandation du Conseil à la Grèce visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif - Application de l'article 104, paragraphe 7, du traité Doc. 11216/04	
2596ème Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures le 12 juillet 2004	
Action commune du Conseil concernant la création de l'Agence européenne de défense Docs 10556/04 + REV 1 (fi) + REV 2 (fr) + REV 3 (nl), 11169/04	
Action commune relative aux aspects de l'exploitation du système européen de radionavigation par satellite portant atteinte à la sécurité de l'Union européenne Doc. 9566/04	
Règlement du Conseil autorisant des transferts entre les limites quantitatives de produits textiles et d'habillement originaires de la République socialiste du Viêt Nam Doc. 10465/04 + COR 1 (et) + COR 2 (il)	

JUILLET/AOÛT 2004

AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1600/1999 du Conseil instituant un droit antidumping définitif sur les importations de fils en aciers inoxydables d'un diamètre égal ou supérieur à un millimètre, originaires de l'Inde Doc. 9781/04 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1599/99 du Conseil instituant un droit compensateur définitif sur les importations de fils en aciers inoxydables d'un diamètre égal ou supérieur à un millimètre, originaires de l'Inde Doc. 9785/04 Action commune relative au mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine et abrogeant l'action commune 2002/211/PESC Doc. 10259/04 Action commune du Conseil concernant l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine Doc. 11226/1/04 REV 1 2598ème Conseil Affaires économiques et financières le 16 juillet 2004 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2320/97 instituant des droits antidumping définitifs sur les importations de certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier non allié, originaires, entre autres, de Russie et de Roumanie Doc. 10958/04 2599ème Conseil Agriculture et Pêche le 19 juillet 2004 Décision du Conseil approuvant l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale pour la protection des végétaux telle que révisée et approuvée par la résolution 12/97 de la vingt-neuvième session de la Conférence de la FAO de novembre 1997 Docs 9609/04, 10186/04 + ADD 1	

JUILLET/AOÛT 2004

AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Position commune arrêtée par le Conseil en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil Docs 9262/04 + COR 1 (en) + COR 2 (es) + COR 3 (pt) + ADD 1 + ADD 1 REV 1 (es), 9994/04 + ADD 1 2600ème Conseil Justice et Affaires intérieures le 19 juillet 2004 Décision du Conseil concernant la notification à la République de Corée du retrait de la Communauté européenne de l'accord concernant les marchés des télécommunications entre la Communauté européenne et la République de Corée Doc. 10024/04 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1601/1999 du Conseil instituant un droit compensateur définitif sur les importations de fils en aciers inoxydables d'un diamètre inférieur à un millimètre, originaires de l'Inde Doc. 9850/05 + COR 1 (es,da,el,en,es,et,fi,hu,it,lt,lv,nl,pl,sk,sl) Décision du Conseil sur une position de la Communauté au sein du conseil conjoint UE-Mexique concernant les modifications de la décision 2/2000 du conseil conjoint Doc. 10699/04 + REV 1 (en) Règlement du Conseil portant modification et mise à jour du règlement (CE) n° 1334/2000 instituant un régime communautaire de contrôles des exportations de biens et technologies à double usage Doc. 10996/04 Position commune modifiant la position commune 2003/495/PESC sur l'Iraq Doc. 11051/04	

JUILLET/AOÛT 2004

AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Turquie relatif à la participation de la République de Turquie à la mission de police de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (EUPOL Proxima) Doc. 11284/04 2602ème Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures le 26 juillet 2004 Produits sidérurgiques - Décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie modifiant l'accord entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif au commerce de certains produits sidérurgiques Doc. 11351/04 - Règlement du Conseil modifiant la décision 2002/602/CECA de la Commission relative à l'administration de certaines restrictions à l'importation de certains produits sidérurgiques en provenance de la Fédération de Russie Doc. 11322/04 Action commune relative au mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine et abrogeant l'action commune 2002/211/PESC Doc. 10259/04 (fr,de,it,da,el,es,pt,fi,sv,es,et,lv,lt,hu,mt,pl,sk,sl) + COR 1 (et) Action commune du Conseil concernant l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine Doc. 11226/04 (fr,de,it,nl,da,el,es,pt,fi,sv,es,et,lv,lt,hu,,mt,pl,sk,sl) + REV 2 (en) Action commune du Conseil portant nomination du représentant spécial de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et modifiant l'action commune 2003/870/PESC Doc. 11308/04	

JUILLET/AOÛT 2004	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume de Norvège sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées Doc. 11210/04 Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la Bosnie-et-Herzégovine sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées Doc. 11201/04 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 131/2004 imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Soudan Doc. 10578/04 Procédure écrite achevée le 3 août 2004 Règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1210/2003 concernant certaines restrictions spécifiques applicables aux relations économiques et financières avec l'Iraq Doc. 11362/1/04 REV 1 Procédure écrite achevée le 11 août 2004 Décisions du Conseil - concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et l'Inde conformément à l'article XXVIII du GATT 1994 relatif à la modification des concessions prévues, en ce qui concerne le riz, dans la liste communautaire CXL annexée au GATT 1994 Doc. 11296/04 + REV 1 (pl) + REV 2 (et) concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le Pakistan conformément à l'article XXVIII du GATT 1994 pour la modification des concessions prévues, en ce qui concerne le riz, dans la liste communautaire CXL annexée au GATT 1994 Doc. 11297/04 + REV 1 (pl) + REV 2 (et) - modifiant le régime d'importation communautaire en ce qui concerne le riz Doc. 11298/04 + REV 1 (et)	Abstention CZ,LT,PL,SK Contre DK,SE,UK

JUILLET/AOÛT 2004	
AUTRES ACTES	Votes rendus publics
Procédure écrite achevée le 13 août 2004 Règlement du Conseil instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de polyéthylène téréphtalate originaire d’Australie et de la République populaire de Chine, clôturant la procédure antidumping concernant les importations de polyéthylène téréphtalate originaire du Pakistan et libérant les montants déposés au titre du droit provisoire institué Doc. 11747/04 + REV 1 (sl) Procédure écrite achevée le 18 août 2004 Règlement du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 964/2003 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains accessoires de tuyauterie originaires, entre autres, de Thaïlande Doc. 11698/04 + COR 1 (en) + REV 1 (sl) Procédure écrite achevée le 26 août 2004 Position commune du Conseil modifiant la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie (République de Moldova) Doc. 11858/04	